

**”L’actualisation de la stratégie de l’évolution révolutionnaire
à l’époque de la mondialisation capitaliste
et de l’urgence de l’éco-communisme”**

Jean-Paul SCOT

Colloque « Actualité de Marx et nouvelles pensées critiques »
Université de Bordeaux et Sciences-Po Bordeaux,
30 novembre 2018

Je pense avoir démontré dans mon livre *Jaurès et le réformisme révolutionnaire* et le futur *Jaurès et Marx* que Jean Jaurès, bien qu’il ne se soit jamais déclaré marxiste, fut le meilleur connaisseur français de la pensée de Marx qu’il voulut prolonger et actualiser. Sa propre philosophie était constituée avant qu’il ne découvre à trente ans le *Capital* et qu’il fasse sienne la théorie marxiste de la valeur et la lutte des classes.

Quand la « crise du révisionnisme » divisa les socialistes européens entre « réformistes » et « révolutionnaires », il relut tous les textes de Marx disponibles en allemand et conclut qu’il « il ne s’agit pas de choisir entre le réformisme et la Révolution, mais entre la conception morte et la conception vivante de l’action révolutionnaire¹ ».

Dès 1901, il s’engage dans la « nécessaire révision » du programme socialiste. Il reproche aux « prétendus doctrinaires marxistes » français et allemands de s’en tenir à « la phrase révolutionnaire » et, en s’appuyant sur des textes de Marx et Engels, il leur oppose la formule de l’« évolution révolutionnaire dont a parlé Marx² ».

Comprendre cet oxymore, reliant deux termes *a priori* contradictoires, est nécessaire pour analyser la stratégie que Jaurès fit adopter par le parti socialiste en 1908, mais cela paraît utile encore aujourd’hui pour penser toute stratégie de rupture avec le capitalisme selon la pratique que j’ai qualifiée de réformisme révolutionnaire.

¹ « L’action révolutionnaire », *La Petite République*, 28 juin 1899.

² « Révision nécessaire », *La Petite République*, 3 août 1901.

I. Qu'est-ce que l'« évolution révolutionnaire » pour Jaurès?

Son objectif final est « la destruction du régime capitaliste et la suppression des classes » :

1°) en introduisant graduellement « dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent »,

2°) en imposant des « réformes révolutionnaires » déjà conçues dès maintenant comme « des germes de communisme »,

3°) en complétant « la démocratie politique par la démocratie sociale » afin que « le prolétariat ouvrier, paysan et intellectuel » conquière le pouvoir dans les entreprises comme dans l'Etat.

1°) Comment pense-t-il « résorber et supprimer tout capitalisme » ?

Jaurès refuse la thèse catastrophiste de la paupérisation absolue et l'attente illusoire de la crise finale du capitalisme provoquée par une explosion de misère généralisée. Le capitalisme est capable de surmonter ses crises par le développement de nouvelles forces productives et l'extension de ses débouchés.

Cependant, grâce aux progrès importants de la productivité, les travailleurs peuvent arracher au capital des réformes qui ne seront « pas seulement des palliatifs aux misères présentes, mais un commencement d'organisation socialiste, des germes de communisme semés en terre capitaliste...³ ».

La classe ouvrière ne peut se contenter de dénoncer les méfaits de l'exploitation capitaliste et espérer l'abolir après que la révolution politique ait été accomplie ; c'est dès maintenant qu'elle doit lutter pour imposer des formes non capitalistes de propriété et de production.

L'évolution révolutionnaire consiste, dit Jaurès, « à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la disparition du monde ancien⁴ ». Les travailleurs doivent lutter pour introduire « graduellement, des types variés de propriété sociale, coopérative, communale et corporative ».

³ « République et socialisme », *La Petite République*, 17 octobre 1901.

⁴ *Ibidem*.

Cette perspective de coexistence et de concurrence entre plusieurs formes contradictoires de propriétés dans une même formation économique et sociale est particulièrement novatrice, mais Jaurès estime qu'elle prolonge les analyses historiques de Marx sur la mise en place progressive des modes de production par le développement de leurs contradictions internes, par exemple par l'expansion du capitalisme commercial et manufacturier au sein même du féodalisme finissant.

« Je suis convaincu, dit-il, que dans l'évolution révolutionnaire qui nous conduira au communisme, la propriété collectiviste et la propriété individuelle, le communisme et le capitalisme seront longtemps juxtaposés. » Le socialisme s'imposera graduellement au capitalisme au cours d'une longue période de transition⁵.

Voilà pourquoi en 1908, le parti socialiste adopte pour objectifs : 1°) la nationalisation des banques, des assurances, des mines, des chemins de fer, des industries chimiques et alimentaires, les monopoles industriels devant progressivement **« faire retour à la nation »**, 2°) la municipalisation des réseaux de transports, de gaz et d'électricité et des parcs de logements sociaux et, 3°) le développement des coopératives de production et également de consommation afin de mobiliser la masse des salariés.

Jaurès justifie cette vision optimiste par son analyse de l'impérialisme : **« L'évolution du mode de production capitaliste, son extension à toutes les parties du monde, l'accumulation et la concentration des capitaux, les progrès de l'outillage et de la technique mettant à la disposition de l'humanité des forces de production capables de pourvoir largement à tous ses besoins, rendent possible l'émancipation de la classe salariée par la reprise de tous les moyens de production et d'échange⁶. »**

Mais son expérience d'historien de la Révolution française lui fait garder à l'esprit que **« toute grande révolution sociale procède à la fois d'une lente préparation économique et d'une intervention décisive de la classe opprimée, lorsque cette évolution économique**

⁵ « Question de méthode », introduction aux *Etudes socialistes*, 17 novembre 1901.

⁶ Résolution finale du Congrès de Toulouse, 18 octobre 1908.

est assez avancée pour permettre une intervention effectivement révolutionnaire⁷ ».

2°) Comment Jaurès entend-il « abolir le salariat » ?

« Les réformes ne sont pas à mes yeux des adoucissants, disait Jaurès ; elles sont, elles doivent être des préparations⁸. » Les réformes doivent affaiblir le capitalisme, non le consolider. Elles doivent « renforcer et élargir le prolétariat ». Si toutes les « revendications immédiates » (salaires, conditions du travail) sont légitimes, les travailleurs doivent également lutter pour des réformes « nettement orientées vers la propriété sociale » (retraites ouvrières, assurances sociales) qui seront des points d'appui pour des « conquêtes plus hardies ». En 1909, Edouard Vaillant dépose le premier projet complet de Sécurité sociale.

Mais, si le peuple a conquis la République et le suffrage universel, il lui reste à transformer sa « souveraineté formelle » en « souveraineté substantielle » ; ce qui suppose la reconnaissance de la « souveraineté du travail » dans la nation et dans les entreprises. Par cet objectif révolutionnaire, Jaurès espère que les salariés accèderont à un réel pouvoir économique et social.

Mais comment exercer cette « souveraineté du travail » ? Jaurès rejette les deux solutions opposées, la thèse étatiste de Louis Blanc et la thèse anarchisante de Proudhon. Il rejette d'une part le « socialisme d'État » qui n'est, comme dans le Reich allemand après les réformes de Bismarck, que du « capitalisme d'État⁹ ». Mais, il rejette également l'autogestion, que prônent les syndicalistes révolutionnaires, car elle entraînera la concurrence entre les producteurs eux mêmes, en raison des différences de productivité entre les entreprises. Il défendit cette position dès la fondation de la Verrerie coopérative ouvrière d'Albi en 1896.

Jaurès préconise que la gestion des entreprises nationalisées, des coopératives et des services publics soit exercée « par les travailleurs groupés, ouvriers manuels, employés, mécaniciens, ingénieurs ». Les directeurs de ces entreprises seront élus par tous les travailleurs et responsables devant eux. Chaque groupe

⁷ *Ibidem.*

⁸ *Ibidem.*

⁹ « Socialisme et liberté », *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

industriel ou branche d'activité élira un conseil spécial. L'orientation de la politique économique sera confiée au Conseil démocratique du travail, élu par tous les travailleurs, qui remplacera le Sénat et qui participera avec l'Assemblée nationale à l'élaboration de la politique économique et sociale de l'Etat.

En 1911, Jaurès précisera que les travailleurs devront être associés, non seulement au contrôle mais à la gestion des entreprises, y compris privées, par la « participation au capital de l'entreprise » : des actions devront être réservée gratuitement et collectivement aux salariés afin que leurs délégués soient associés à la gestion avec les mêmes pouvoirs que les actionnaires¹⁰.

Mais de tels objectifs supposent, dit-il, la création d'un rapport de forces largement en faveur des travailleurs avant même la conquête par eux du pouvoir politique.

3°) Comment enfin conquérir le pouvoir politique ?

Jaurès n'a cessé de répéter : « Non, ce n'est ni par un coup de main, ni même par un coup de majorité que nous ferons surgir l'ordre nouveau¹¹. »

Pas par un « coup de main » ! Les insurrections de 1848 et 1871, visant à transformer une révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne, n'ont pas réussi à arracher le pouvoir aux classes dirigeantes. Jaurès préconise dès 1901, 75 ans avant le PCF, de renoncer à la « dictature du prolétariat », Il serait illusoire de croire que le prolétariat augmentera par sa « dictature » la force qu'il n'avait pas au moment de la prise du pouvoir. « La force en elle-même n'est pas révolutionnaire, elle est bien plutôt contre-révolutionnaire¹². » La violence est parfois nécessaire, mais elle n'est en rien fondatrice ; tout au plus peut-elle être défensive.

Pas même par un « coup de majorité » ! Certes Engels a suggéré à la fin de sa vie que le suffrage universel pouvait permettre la victoire du socialisme dans une France démocratique. Encore faudrait-il que la République bourgeoise devienne

¹⁰ *L'Armée nouvelle*, OEuvres de Jean Jaurès, Fayard, tome 13., p. 391.

¹¹ Résolution finale du Congrès de Toulouse, 18 octobre 1908.

¹² « Question de méthode », cf. *supra* note 5.

démocratique et sociale. Pour que la souveraineté du peuple ne soit pas bafouée, Jaurès exige le scrutin à la proportionnelle, la prépondérance du législatif sur l'exécutif, et la suppression du Sénat. Mais, pour lui, aucune victoire électorale ne suffira à rompre avec le capitalisme.

Une révolution victorieuse nécessite l'unité du « prolétariat ouvrier, paysan et intellectuel » et le ralliement de « la presque unanimité des citoyens ». En effet, la petite bourgeoisie, comme la paysannerie sont des forces agissantes à conquérir car le succès suppose leur concours, et pas seulement leur passivité : « Aucune grande force sociale ne reste neutre dans les grands mouvements. S'ils ne sont pas avec nous, ils seront contre nous¹³. »

Trois conditions stratégiques sont donc indispensables :

1°) Le parti socialiste doit être à la fois un parti révolutionnaire et un parti réformateur, mais pas un parti réformiste. Cette distinction est oubliée depuis longtemps. En 1908, Jaurès définira sa conception du parti : « précisément parce que le parti socialiste est un parti de révolution, précisément parce qu'il ne se borne pas à pallier les pires abus du régime actuel [...], précisément parce qu'il veut abolir le salariat, résorber et supprimer tout le capitalisme, précisément par ce qu'il est un parti essentiellement révolutionnaire, il est le parti le plus activement et le plus réellement réformateur¹⁴. »

2°) Le parti socialiste doit devenir hégémonique dans le domaine des idées et des aspirations.

« Voilà pourquoi nous disons que dès aujourd'hui le prolétariat socialiste doit lutter tous les jours, agir tous les jours, revendiquer tous les jours, réaliser tous les jours pour modifier à son profit le rapport des forces et pour préparer par l'exercice

¹³ *Ibidem.*

¹⁴ Discours de Jaurès au Congrès de Toulouse du parti socialiste SFIO, 17 octobre 1908.

croissant de son action collective un régime où c'est l'action collective du travail qui sera souveraine et régulatrice¹⁵. »

3°) Mais le parti socialiste, aussi uni et déterminé soit-il, ne pourra rien sans la force et la dynamique des syndicats de la CGT qui permettront à la classe ouvrière de faire son apprentissage de la gestion économique. Seules des réformes anticapitalistes conquises et gérées par les travailleurs eux-mêmes ouvriront la voie au socialisme démocratique.

Mais, rien ne sera possible « si dès maintenant, dès aujourd'hui, le prolétariat n'a pas été entraîné, éduqué, organisé, non seulement par la propagande théorique ou verbale, mais par l'éducation des faits, par les réalisations progressives¹⁶ », par la conquête de réformes révolutionnaires porteuses de l'aspiration au communisme.

Les socialistes ont depuis très longtemps momifié et trahi Jaurès. Nous avons, croyons-nous, restauré sa démarche stratégique. Cette-ci peut-elle encore être utile pour penser la rupture avec le mode de production capitaliste ?

II. L'évolution révolutionnaire est-elle encore pertinente ?

1°) Comment sortir progressivement du capitalisme aujourd'hui ?

Incontestablement est périmée l'hypothèse jaurésienne du progrès des forces productives permettant, par des compromis historiques entre capitalistes et mouvement ouvrier, des conquêtes anticapitalistes (services publics, nationalisations), de meilleures conditions de travail (contrats collectifs, sécurité sociale) et des politiques de régulation keynésienne comme après 1945.

Compter sur le progrès des forces productives pour modifier partiellement les rapports sociaux n'est plus possible aujourd'hui alors que le capitalisme mondialisé et financiarisé est entré dans une profonde crise systémique, en dépit et à cause de la mondialisation. Ses possibilités d'extension géographique sont

¹⁵ *Ibidem*

¹⁶ « République et socialisme », *La Petite République*, 17 octobre 1901.

désormais réduites et ses formes d'exploitation se sont aggravées en remettant en cause les concessions de l'Etat social.

Par contre, est plus que jamais d'actualité la dénonciation des contradictions du capitalisme toujours plus destructeur de forces productives. La dégradation des sols, le pillage des ressources naturelles non renouvelables, la pollution généralisée des mers et des océans, le saccage de la biodiversité alourdissent sans cesse la dette écologique. Cependant la conscience de l'imminente catastrophe écologique est largement partagée en raison du long travail de mobilisation des écologistes.

Avec eux, en dépit de divergences secondaires ou ponctuelles, il est possible de concevoir de véritables réformes révolutionnaires pour mettre fin aux destructions des forces productives naturelles, à l'exploitation des énergies fossiles, aux déforestations et pour l'application immédiate de réelles politiques de transition énergétique et de lutte effective contre le réchauffement climatique et la réduction des émissions de CO². Et d'espérer des avancées relatives et des succès partiels.

Mais la catastrophe sociale et anthropologique qui menace l'humanité est encore sous-estimée aujourd'hui alors que la dégradation des forces de travail s'aggrave sans cesse (précarité, déqualification, travail partiel, chômage de masse, *ubérisation*, marchandisation des corps et du vivant). C'est non seulement le travail manuel et intellectuel qui est surexploité, c'est plus largement tout le salariat qui subit un processus de prolétarianisation relative, et même absolue avec le creusement des inégalités sociales et la dégradation des conditions de vie de la majorité des salariés.

Nous devons mettre en avant d'autres réformes révolutionnaires pour le développement de l'économie sociale solidaire, de la finance mutuelliste et des coopératives solidaires, aussi bien dans les domaines de l'énergie ou de la santé, sans oublier la lutte pour la gratuité progressive des services publics. Ces objectifs sont autant de solutions alternatives au capitalisme. Mais nous devons sortir également de la logique capitaliste pour

aller progressivement vers l'élimination du chômage, de la précarité, la revalorisation du travail manuel, intellectuel et social et la marche vers l'emploi-formation garanti à vie.

Mais l'origine de la double catastrophe écologique et sociale est encore bien souvent mal perçue. Tout combat éco-socialiste conséquent suppose la rupture avec le capitalisme. Jamais dans l'histoire la séparation de l'économie productive et de l'économie financière, cette forme extrême du parasitisme capitaliste, n'a été aussi forte. Jamais dans l'histoire les actionnaires n'ont autant prélevé de surtravail. Le sous-investissement limite de plus en plus le progrès de la productivité du travail. La concurrence acharnée réduit les capacités d'absorption du marché par les coûts improductifs du *marketing*. Les monopoles du numérique, les GAFAM, remettent même en cause les libertés individuelles et la souveraineté des Etats.

La sortie du capitalisme est aujourd'hui une question de survie en raison des trois urgences écologique, sociale et démocratique qui sont absolument inséparables. Il est impossible de séparer la lutte pour sauver la planète de celle pour libérer l'humanité du profit capitaliste. Nous connaissons déjà l'imposture du capitalisme vert comme l'illustre le marché du carbone¹⁷. Nous sommes conscients des limites, voire les illusions, d'un certain éco-socialisme prêt à toutes sortes de compromis¹⁸. Nous savons que l'écologie et le marxisme auraient du êtres et sont parfaitement compatibles¹⁹.

Nous nous devons donc de penser l'éco-communisme afin de lier toujours nos pratiques et nos objectifs, nos moyens et nos fins car, comme disait Jaurès : Toute réforme ne vaut comme degré vers le but suprême », le communisme²⁰.

2°) Comment mettre fin à la domination de la finance?

Tel doit être l'objectif premier aussi bien des écologistes que des anticapitalistes. Ce sont les financiers qui décident en dernier

¹⁷ Daniel Tanuro, *Vers l'impossible capitalisme vert*, La Découverte, 2012.

¹⁸ Michael Löwy, *Écosocialisme*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

¹⁹ John Bellamy Forster, *Marx écologiste*, Editions Amsterdam, 2011.

²⁰ Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, La dispute, 2018

ressort de toute la vie écologique, économique et sociale. Il est impératif que soit mis fin au plus vite à l'irresponsabilité écologique et sociale des investisseurs animés par la seule logique du profit.

A la logique mortifère du profit maximal à court terme doit être substituée la logique de l'investissement éco-compatible à long terme pour le bien commun.

On peut certes envisager la création d'un pôle bancaire public ou de nationaliser les banques de dépôts, et même de contrôler les banques d'affaires. On peut même espérer réorienter la politique financière de la Banque centrale européenne. Mais ces mesures supposent au préalable l'arrivée au pouvoir en France et en Europe de forces politiques anticapitalistes et écologistes.

Or il est illusoire, aujourd'hui encore plus qu'au temps de Jaurès, de croire que l'on peut remettre en cause la logique capitaliste par de simples victoires électorales. L'échec des Etats européens à faire payer aux firmes multinationales des impôts en proportion de leurs chiffres d'affaires montre bien les limites de toute politique ne visant pas le contrôle du capital à l'échelle transnationale. La question de la propriété du capital reste décisive.

La piste ouverte par Jaurès avec la « souveraineté du travail » des salariés dans les entreprises et dans l'Etat reste pertinente.

Au moment où certaines grandes sociétés acceptent quelques représentants syndicaux dans leurs conseils d'administration, alors que la loi-travail limite le rôle des élus du personnel dans toutes les entreprises, il est peut-être stratégique de poser haut et fort la question de la démocratie économique et sociale là où est niée, c'est-à-dire dans les entreprises.

Les comités d'entreprises créés en France après 1945 ont vu leurs compétences initiales fortement réduites et les informations sur la stratégie des entreprises ne permettent plus que des interventions défensives *a posteriori*. En Allemagne, la cogestion a réduit les syndicalistes au rôle de gestionnaires du personnel.

Il est plus que légitime d'exiger que les élus du personnel participent aux conseils d'administration de toutes les entreprises, publiques, coopératives et privées, avec les mêmes droits à l'information et à la décision que les actionnaires. Pourquoi le

travail aurait moins de droits que le capital alors qu'il est à l'origine de de toute valeur ?

La conquête de la « souveraineté du travail » peut devenir un objectif de mobilisation de tous les travailleurs, cadres supérieurs compris, dans toutes les entreprises, même les plus mondialisées. Pour tous les travailleurs manuels et intellectuels, pour tous les salariés majoritaires dans nos sociétés. En France, en Europe et même dans le monde, car un nouvel internationalisme du travail est à réactiver.

3°) Comment conquérir l'hégémonie idéologique ?

Si la conception jaurésienne du parti politique paraît périmée, son intuition de la conquête préalable de l'hégémonie reste incontournable.

Jaurès comptait sur l'école publique pour permettre aux hommes et aux femmes de s'émanciper au nom de la liberté, de la science et de la raison. L'école devait préparer les enfants du peuple à comprendre le fonctionnement de la société et former des citoyens libres et responsables. C'est avec de tels objectifs qu'il faut encore aujourd'hui lutter pour un enseignement au service de l'émancipation humaine et non du capital.

Jaurès ne posait pas la question du pluralisme médiatique mais déjà celle des rapports de la presse et de l'argent. Alors qu'aujourd'hui les médias sont la propriété des plus grosses fortunes française, il est urgent de les mettre aux mains du peuple comme le prescrivait le Conseil National de la Résistance en 1944. Plus qu'une réforme du Conseil national de l'audiovisuel, s'impose la lutte pour imposer un réel pluralisme d'expression.

Plus capital encore est le combat idéologique, car les classes dominantes ont imposé leur hégémonie en diffusant dans tous les cerveaux qu'il n'y a pas d'autre économie efficace que le capitalisme, qu'il n'y a pas d'autre idéologie émancipatrice que le libéralisme, en un mot qu'il n'y a pas d'autre alternative.

Mais la lutte pour la conquête de l'»hégémonie idéologique suppose des mobilisations exceptionnelles avec des moyens exceptionnels. Toutes les réformes révolutionnaires supposent la

conquête d'un soutien très largement majoritaire dans l'opinion avant de pouvoir être mises en application. Cela exige des campagnes idéologiques de très grande ampleur et de très longue durée, car il faut relever fortement le niveau de culture économique, politique et intellectuel des peuples. C'est une véritable bataille pour une nouvelle civilisation qui s'impose à nous.

La question du parti ou du mouvement politique doit être subordonnée à ce travail de reconquête idéologique de longue haleine sur des fronts multiples et interconnectés. Ces tâches gigantesques ne puissent être menées que par des collectifs à la fois spécialisés et militants, autonomes et coordonnés, pluralistes et unitaires. La stratégie de l'évolution révolutionnaire implique une toute nouvelle façon de faire de la politique aujourd'hui.

Le philosophe Lucien Sève a lancé l'alerte : « Il faut sortir du capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité en même temps que la planète. » Mais il ajoute qu'« il n'y a jamais de situation sans issue ». Ce n'est pas par l'insurrection citoyenne, ni même par un raz-de-marée des citoyens, mais par d'abord d'intenses luttes idéologiques et surtout par d'audacieuses pratiques que des réformes révolutionnaires permettront de sortir par degrés, par phases, du capitalisme et feront peut-être alors de l'idéal communiste de Marx l'espérance de l'humanité de demain.